



الجمهوريَّة الجماهيريَّة
الديمقراطية الشعبيَّة

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، أوامر و مراسيم
قرارات، مقررات، مناسير، إعلانات وبلاغات

	ALGERIE		ETRANGER		(Prix d'expédition en sus)
	6 mois	1 an	6 mois	1 an	
Edition originale	14 DA	24 DA	20 DA	35 DA	
Edition originale et sa traduction	24 DA	40 DA	30 DA	50 DA	

DIRECTION ET REDACTION
Secrétariat Général du Gouvernement

Abonnements et publicité
IMPRIMERIE OFFICIELLE
7, 9 et 13, Av. A. Benbark - ALGER
TAI : OA-R1-49 - 66-89-99 - O.G.P. 3200-50 - ALGER

Edition originale, le numéro : 0,25 dinar Edition originale et sa traduction, le numéro : 0,50 dinar. — Numéro des années antérieures (1962-1969) : 0,35 dinar Les copies sont offertes gratuitement aux abonnés. Veiller de faire les dernières bandes pour renouvellement et renouvellement. Changement d'adresse ajouter 0,30 dinar Tarif des insertions : 8 dinars la ligne

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS,
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES
(Traduction française)

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret du 25 août 1970 relatif à l'intérim du ministère des anciens moujahidines, p. 822.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté interministériel du 9 juillet 1970 portant attribution de la qualité d'officier de police judiciaire, p. 822.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS

Arrêté du 24 avril 1970 portant nomination du commandant de l'aérodrome d'Oran - Es Senia, p. 823.

Arrêté du 29 juillet 1970 complétant l'arrêté du 21 novembre 1967 portant nomination des membres de la délégation administrative du port autonome de Annaba, p. 823.

Arrêtés du 31 juillet 1970 portant nomination de chefs de service de l'office algérien des pêches, p. 828.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté du 31 juillet 1970 fixant les conditions de recrutement du personnel contractuel des transmissions nationales, p. 823.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret n° 70-123 du 20 août 1970 relatif à la campagne alfatière 1970-1971, p. 824.

Décret du 20 août 1970 mettant fin aux fonctions du directeur de l'administration générale, p. 824.

Décret du 20 août 1970 mettant fin aux fonctions du sous-directeur du budget d'équipement, p. 824.

SOMMAIRE (suite)

Décret du 20 août 1970 portant nomination du directeur de l'éducation agricole, p. 824.

Décret du 20 août 1970 portant nomination du directeur de l'administration générale, p. 825.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté interministériel du 8 juin 1970 portant ouverture de l'examen professionnel pour le recrutement des attachés de recherches des antiquités, archives, bibliothèques et musées, p. 825.

Arrêté du 20 juillet 1970 portant organisation du concours d'entrée en seconde année de l'institut national agronomique, p. 825.

Arrêté du 21 juillet 1970 modifiant l'arrêté du 19 février 1969 portant organisation du concours d'entrée à l'institut national agronomique, p. 826.

Arrêté du 21 juillet 1970 portant ouverture du concours d'entrée à l'institut national agronomique (la seconde session 1970), p. 826.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Décision du 11 août 1970 portant approbation de la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie le 9 juillet 1970 par la commission de reclassement de la wilaya de la Saoura, p. 827.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur des échanges commerciaux, p. 827.

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur de la commercialisation, p. 827.

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur des prix, p. 827.

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur des marchés publics, p. 828.

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur des études et des programmes, p. 828.

MINISTERE DES FINANCES

Décret n° 70-124 du 20 août 1970 portant virement de crédits au budget de l'Etat, p. 828.

Décret n° 70-125 du 20 août 1970 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du tourisme, p. 830.

Décret n° 70-126 du 21 août 1970 portant création d'un chapitre au budget du ministère de la justice et virement de crédit à ce chapitre, p. 831.

Arrêté du 8 août 1970 relatif aux modalités de règlement intervenant au profit d'entreprises titulaires de marchés ou conventions passés avec l'Etat, les collectivités locales, les établissements et offices publics, les sociétés nationales et les sociétés mixtes dont l'Etat détient directement ou indirectement, au moins la moitié du capital, p. 831.

Décisions des 3 et 21 juillet 1970 portant fin de fonctions et nominations dans les fonctions de commissaire au comptes, p. 831.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis n° 64 du 19 août 1970 du ministre des finances suspendant ou modifiant certaines dispositions de l'avis n° 63 du 23 juin 1970, p. 832.

Marchés. — Mises en demeure d'entrepreneurs, p. 832.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret du 25 août 1970 relatif à l'intérim du ministère des anciens moudjahidine.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement;

Décrète :

Article 1^{er}. — M. Boualem Benhamouda, ministre de la Justice, garde des sceaux est chargé de l'intérim, en l'absence du ministre des anciens moudjahidine.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 août 1970.

Houari BOUMEDIENE.

Abderrahmane Loucif	Mohammed Hammadi
Boualem Djabirli	Mohammed Lounaoussi
Mahmoud Douaflia	Bouchentouf Benfetta
Benamar Fantroussi	Mohammed Belabbès
Djillali Chikhi	Bachir Bengherbit
Mohammed Seghir Lebbed	Boucif Benhamida
Saïd Akroud	El Hocine Braikia
Saïd Bounab	Brahim Hadj Brahim
Mohammed Dhamene	Djelloul Hamidi
Laala Abdelli	Abdelkader Ouadraout
Abdelkader Adaidi	Abdelah Benslimane
Abdelkader Benmalek	Ahmed Boucenna
Djillali Charchal	Ali Guenane
Mohammed Hocine	Mokrane Si Mohammed
Fethi Kort-Charif	Aïssa Abdedaim
Ahmed Nair	Ali Aboura
Kouider Attou	Mohammed Allaoui
Hadj Adda Bouhamri	Ahmed Benabid
Boumédiène Boukhobza	Ahmed Benlahrèche
Lahcene Chibane	Mokdad Benzaid
Ali Dellalou	Ameur Boutaleb
Boucif El Ahiar Naimi	Abdelhamid Dridi
Aïssa El Bir	Ahmed Hamadouche
Mohammed Letlat	Mohammed El-Hacène Ketfi
Bouchakour Messirdi	Azzedine Khira
Ahmed Deloum	Abdelkader Maaoul
Abdelkader Aouf	Ahmed Mekhilef
Abdelkader Benabbès	Mohammed Mokdad
Abdellah Bendedouche	Saïd Yaker
Brahim Bensafi	Brahim Bennacer
Belkacem Bouadi	Mohammed Boussebah
Belgacem Hammaz	Djillali Belkallouche
Ahmed Belchelaghem	Djillali Bendjebara
Azzouz Bencheikh	M'Hamed Bendjilali
Mohammed Djoumi	Djilali Boucekkine

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté interministériel du 9 juillet 1970 portant attribution de la qualité d'officier de police judiciaire.

Par arrêté interministériel du 9 juillet 1970, la qualité d'officier de police judiciaire est attribuée aux candidats dont les noms suivent, reçus à l'examen probatoire :

Hocine Chabi
 Mostefa Gadi
 Mohammed Hadbi
 Mohammed Khouani
 Aissa Larbes
 Amar Mokrane
 Mohammed Ouhab
 Abdelaziz Rouage
 Mohammed Touagh
 Mohammed Abidli
 Ahmed Ammi
 Miloud Belkacem
 Ali Benallal
 Mohammed Sebti Bendriss
 Mohammed Benmaaouia
 Mohamed Ramdane Behissi
 Rabah Gharbi
 Abdelhafid Habi
 Abdelkader Hadji
 Brahim Hasnaoui
 Smaïn Megdad
 Mohammed Merdassi
 Nor-Eddine Talbi
 Abdelhamid Messelka
 Tarik Belmiloud
 Amar Bensaoula
 Mohammed Djaafrí
 Bachir Kendi
 Mohammed Reiki
 Nouar Ziani
 Djelloul Benaouda
 Laredj Medjadi
 Larbi Benchebah
 Mohammed Bouhamar
 Mohammed Chérif Ferrah
 Hamoud Galouz
 Bachir Ghenim
 Chérif Hanala
 Ahmed Houadef
 Said Kassouar
 Chelali Laouamer
 Ahmed Medjari

Mohamed Brahim Miloud
 Meknous
 Merzoug Miloudi
 Mohammed Obeidi
 Amara Salhi
 Benabdallah Feraoun
 Ali Benabid
 Ahmed Benali
 Ahmed Chaaboub
 Boukhalfa Chami
 Mohammed Ferhaoui
 Tahar Mansouri
 Chérif Messaoudène
 Boumediène Saïghi-Bouaouina
 Ahmed Salmi
 Senouci Mehtougui
 Boualem Rahal
 Mokhtar Abdallah
 Kéblouti Gasmi
 Hamid Mahcène
 Mokhtar Sebai
 Laïd Tine
 Tahar Zanat
 Hamid Sadallah
 Mokhtar Oukili
 Abderrazak Samet
 Ahmed Aline
 Abdelouahab Frioui
 Deridi Nasli
 Mohammed Sadoun
 Mehidi Si-Youcef
 Abdellah Talhi
 Mohammed Seddik Zerguine
 Ramdane Zibani
 Abdelkader Merrouchi
 Marphi Touil
 Benissaad Larbi
 Abdelkader Rouis
 Mokhtar Talhi
 Mohammed Seffah
 Abderahim Houari
 Abdelhamid Mekhalfa
 Mohammed Bouhadda.

MINISTÈRE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS

Arrêté du 24 avril 1970 portant nomination du commandant de l'aérodrome d'Oran - Es Senia.

Par arrêté du 24 avril 1970, M. Mohamed Mekherbeche, technicien de la navigation aérienne, est nommé chef du district-ouest et commandant de l'aérodrome d'Oran-Es Senia.

Arrêté du 29 juillet 1970 complétant l'arrêté du 21 novembre 1967 portant nomination des membres de la délégation administrative du port autonome de Annaba.

Par arrêté du 29 juillet 1970, l'arrêté du 21 novembre 1967 précité, est complété comme suit : « M. Acumeur Becis, directeur des travaux publics, de l'hydraulique et de la construction à Annaba en qualité de représentant du ministre des travaux publics et de la construction ».

Arrêtés du 31 juillet 1970 portant nomination de chefs de services de l'office algérien des pêches.

Par arrêté du 31 juillet 1970, M. Mohamed Kerkebane est nommé en qualité de chef du service des études, projets et réalisations de l'office algérien des pêches.

Par arrêté du 31 juillet 1970, M. Mostefa Bensebti est nommé en qualité de chef du service de l'exploitation et de l'armement de l'office algérien des pêches.

Par arrêté du 31 juillet 1970, M. Salah Kechout est nommé en qualité de chef du service commercial de l'office algérien des pêches.

Par arrêté du 31 juillet 1970, M. Mostefa Bouznad, est nommé en qualité de chef du service des affaires financières et comptables de l'office algérien des pêches.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Arrêté du 31 juillet 1970 fixant les conditions de recrutement du personnel contractuel des transmissions nationales.

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 66-136 du 2 juin 1966 fixant les règles applicables aux personnels contractuels, notamment son article 4 ;

Arrête :

Article 1^r. — A titre subsidiaire et à défaut des fonctionnaires recrutés dans le cadre des statuts particuliers, il peut être procédé au recrutement d'agents contractuels en application des dispositions de l'article 2 du décret n° 66-136 du 2 juin 1966, parmi les candidats justifiant des titres ou diplômes prévus à l'article 2 ci-dessous ;

Art. 2. — Les intéressés seront recrutés de la manière suivante :

Groupe I. - Ingénieurs de l'Etat et d'application.

Echelle A : Diplômes de sortie d'une école d'ingénieurs de conception - doctorat de 3^e cycle délivré par la faculté des sciences - licence de mathématiques ou de physique.

Echelle B : Brevet de technicien supérieur - certificat de licence de mathématiques ou de physique.

Groupe II - Inspecteurs.

Echelle A : 2^e année technique supérieure.

Echelle B : Baccalauréat technique, baccalauréat technique mathématiques, 1^e année technique supérieure.

Groupe III. :

Echelle A : Contrôleurs.

Examen probatoire de l'enseignement secondaire, classe de terminale ou titre admis en équivalence.

Echelle B : Agents techniques spécialisés :

Brevet d'enseignement général, certificat d'aptitude professionnelle d'électricité - mécanique - dépannage et dépannage radio.

Echelle C. : Agents techniques.

Classe de 3^e des lycées et collèges ou titres de l'enseignement technique admis en équivalence.

Art. 3. — Les personnels contractuels visés à l'article 2 sont soumis aux dispositions du décret n° 66-136 du 2 juin 1966 susvisé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 juillet 1970.

P. le ministre de l'intérieur,

Le secrétaire général,

Hocine TAYEBI.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE

Décret n° 70-123 du 20 aout 1970 relatif à la campagne alfatière 1970-1971.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 68-182 du 10 juillet 1966 et 70-53 du 18 djuomada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-20 du 3 avril 1969 portant création de l'office national de l'alfa (ONALFA) ;

Décrète

Article 1^{er}. — La campagne pour la cueillette d'alfa est ouverte à compter du 1^{er} juillet 1970 dans les nappes domaniales, communales et particulières. Elle prendra fin le 28 février 1971.

Art. 2. — Des marchés portant amodiation des lots alfatières pourront être passés entre l'Etat et les communautés propriétaires des nappes d'une part, et l'ONALFA, d'autre part.

Des conventions pourront être également conclues entre l'ONALFA et les particuliers, propriétaires des nappes privées.

Art. 3. — Le tonnage maximum à récolter est déterminé comme suit :

Alger	50 000 T
Oran	80 000
Ahnabba	15 000
Constantine et Batna	5 000
	150.000 T

Un quota supplémentaire de récolte peut être attribué en cas de besoin et dans la limite des possibilités de la nappe.

Les marchés de cession seront établis dans la limite du contingent maximum à récolter.

Art. 4. — Le taux des redevances par tonne d'alfa vert, payées par l'office national de l'alfa aux propriétaires des nappes domaniales, communales ou particulières, est fixé à 5 DA.

Art. 5. — Le prix maximum payé par l'office national de l'alfa aux cueilleurs est fixé à 5,00 D.A. le quintal d'alfa vert apporté sur les chantiers d'achat.

Art. 6. — Le tarif de retrocession de l'alfa pratiqué sur le marché intérieur par l'ONALFA, est fixé suivant un prix plancher de 135 D.A. la tonne d'alfa sec conditionné.

Art. 7. — Les modalités de paiement des redevances alfatières dues par l'ONALFA au titre de l'amodiation des lots alfatières domaniaux, sont fixées par le cahier des clauses spéciales annexé au présent décret.

Les modalités de paiement des redevances alfatières dues par l'ONALFA au titre des conventions passées avec les particuliers propriétaires des nappes, seront déterminées dans les conventions prévues à l'article 2 ci-dessus.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 aout 1970.

Houari BOUMEDIENE

ANNEXE

Cahier des clauses spéciales relatif aux amodiatisons des lots alfatières pour la campagne 1970 - 1971.

Article 1^{er}. — L'exploitation, le colportage et la vente de l'alfa se feront conformément aux dispositions de la loi forestière du 21 février 1903, article 134 et les textes subséquents, ainsi que de l'ordonnance n° 69-20 du 3 avril 1969 portant création de l'office national de l'alfa.

Art. 2. — Les amodiatisons des nappes alfatières domaniales et communales au profit de l'ONALFA se feront par marché de gré à gré pour une période n'excédant pas une campagne.

Art. 3. — Les amodiatisons sont faites par surface, l'ONALFA ayant le droit exclusif de récolter l'alfa sur la totalité du lot concédé jusqu'à concurrence du tonnage autorisé au cahier affiche pour la campagne 1970 - 1971.

Art. 4. — L'ONALFA sera tenu :

— 1^o d'acquitter les droits de timbre et d'enregistrement des marchés au moment de leur signature ;

— 2^o de payer avant le 1^{er} juillet suivant, le montant de la redevance totale du marché, calculée d'après les résultats définitifs de la récolte.

Art. 5. — Une déclaration de récolte en double exemplaire pour chaque article amodié, devra être établie par l'ONALFA et adressée au conservateur des forêts et de la D.R.S. dont relève la zone de cueillette, avant le 15 avril suivant la fin de chaque campagne.

Art. 6. — L'amodiataire sera tenu :

— 1^o de se conformer aux prescriptions des lois et règlements en vigueur ou à intervenir, relatifs à la réglementation du travail et à la sécurité sociale ;

— 2^o de ne pas employer d'ouvriers étrangers, à moins d'une autorisation spéciale.

Décret du 20 aout 1970 mettant fin aux fonctions du directeur de l'administration générale.

Par décret du 20 aout 1970, il est mis fin aux fonctions de directeur de l'administration générale exercées par M. Tewfik Boudjakdji, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 20 aout 1970 mettant fin aux fonctions du sous-directeur du budget d'équipement.

Par décret du 20 aout 1970, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur du budget d'équipement exercées par M. Mustapha Tounsi, qui est appelé à d'autres fonctions.

Lesdits décrets prennent effet à compter de la date de leur signature.

Décret du 20 aout 1970 portant nomination du directeur de l'éducation agricole.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu les ordonnances n° 68-182 du 10 juillet 1966 et 70-53 du 18 djuomada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970, portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 69-140 du 2 juin 1966 relatif aux emplois supérieurs ;

Vu le décret n° 69-36 du 25 mars 1969 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Décrète :

Article 1^{er}. — M. Tewfik Boudjakdji est nommé directeur de l'éducation agricole ;

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 aout 1970.

Houari BOUMEDIENE

Décret du 20 août 1970 portant nomination du directeur de l'administration générale.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres ;

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 66-140 du 2 juin 1966 relatif aux emplois supérieurs ;

Vu le décret n° 69-38 du 25 mars 1969 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Décrète

Article 1^e. — M. Mustapha Tounsi est nommé directeur de l'administration générale.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature et qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 20 août 1970.

Houari BOUMEDIENE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté interministériel du 8 juin 1970 portant ouverture de l'examen professionnel pour le recrutement des attachés de recherches des antiquités, archives, bibliothèques et musées.

Le ministre de l'éducation nationale et

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 68-312 du 30 mai 1968 portant statut particulier des attachés de recherches des antiquités, archives, bibliothèques et musées ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 octobre 1969 portant organisation du concours de recrutement et de l'examen professionnel des attachés de recherches des antiquités, archives, bibliothèques et musées ;

Arrêtent :

Article 1^e. — L'examen professionnel pour le recrutement des attachés de recherches des antiquités, archives, bibliothèques et musées, aura lieu le 21 septembre 1970 à Alger, école nationale d'architecture et des beaux-arts, Parc Gatliif.

Art. 2. — Le nombre de postes à pourvoir est de :

Section antiquités : 1.

Section bibliothèques : 3.

Art. 3. — Le programme des épreuves écrites et orales relatives à l'examen professionnel de recrutement des attachés de recherches, est fixé comme suit :

- 1) Les bibliothèques, archives ou musées et antiquités dans la vie politique, économique, sociale et culturelle.
- 2) Les différents types de bibliothèques ou musées.
- 3) Notions sur l'histoire de l'Algérie ;

a) histoire de l'Algérie ancienne et médiévale (musées et antiquités).

b) histoire de l'Algérie moderne et contemporaine (bibliothèques et archives).

4) Législation : réglementation et organisation administrative, archives, bibliothèques ou musées et antiquités.

5) Accroissement des collections et fonds.

6) Les fouilles archéologiques (antiquités).

7) La conservation des collections de musées, bibliothèques et archives.

Art. 4. — La date de clôture des inscriptions est fixée au 21 août 1970.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 8 juin 1970.

P. Le ministre de l'éducation nationale et par délégation,

Le directeur général de l'administration centrale,
Brahim HASBELLAOUI

Le directeur général de la fonction publique,
Abderrahmane KIOUANE

Arrêté du 20 juillet 1970 portant organisation du concours d'entrée en seconde année de l'institut national agronomique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 68-423 du 26 juin 1968 portant organisation de l'institut national agronomique ;

Vu le décret n° 68-424 du 26 juin 1968 portant régime des études à l'institut national agronomique ;

Vu le décret n° 69-210 du 26 décembre 1969 modifiant le décret n° 68-424 du 26 juin 1968 portant régime des études à l'institut national agronomique et instituant un concours d'entrée en seconde année ;

Arrête :

Article 1^e. — Le concours d'entrée en seconde année de l'institut national agronomique, prévu à l'article 1^e, du décret n° 69-210 du 26 décembre 1969 susvisé, peut être ouvert chaque année, dans le dit établissement.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale fixe les dates du concours, au moins 2 mois avant le déroulement des épreuves.

Art. 3. — Le programme des matières définies à l'article 7 ci-après, annexé à l'original du présent arrêté, sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.

Art. 4. — Les demandes d'inscription doivent parvenir au directeur de l'institut national agronomique, au moins 2 semaines avant la date de déroulement des épreuves.

Les candidats à ce concours doivent être titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, et avoir effectué une année de scolarité régulière dans une propédeutique scientifique.

Art. 5. — La demande de chaque candidat sera accompagnée d'un dossier comprenant les pièces énumérées ci-après :

— 1 extrait de l'acte de naissance ou une fiche d'état civil,

— 1 certificat médical attestant que le candidat est indemne de toute affection contagieuse et notamment d'affection tuberculeuse.

— 1 certificat de vaccination antituberculose, datant de moins de trois mois.

— Des copies conformes des diplômes obtenus.

— un certificat de scolarité attestant que l'étudiant a suivi régulièrement les cours et travaux pratiques en propédeutique, et qu'il est autorisé à passer les examens de fin d'année correspondant à cette scolarité.

Art. 6. — Le directeur dresse la liste des inscriptions et la soumet au directeur de l'enseignement supérieur qui l'arrête, deux semaines avant la date du concours.

Les convocations sont lancées par le directeur de l'institut national agronomique.

Art. 7. — Le concours d'admission en seconde année de l'institut national agronomique, aura lieu conformément aux tableaux ci-après, fixant la liste des épreuves, leur nature et leurs coefficients respectifs :

a) - Epreuves écrites :

Matières et nature des épreuves	Durée	Coefficient
Mathématiques : Résolutions de problèmes et applications	4 h	4
Biologie générale : Composition sur un sujet de biologie végétale, et un sujet de biologie animale	4 h	5
Physique : Résolutions de problèmes et applications	4 h	4
Chimie : Résolutions de problèmes et application	4 h	4
Arabe : Explication de texte sans dictionnaire	2 h	2

b) - Travaux pratiques :

Matières et nature des épreuves	Durée	Coefficient
Biologie générale, biologie végétale et animale	3 h	4
Physique ou chimie	3 h	4

c) - Epreuves orales :

Matières et nature des épreuves	Coefficient
Géologie	3
Mathématiques	2
Météorologie	1

Il n'est pas prévu d'épreuves d'admissibilité.

Art. 8. — Le jury d'admission prévu par l'article 2 du décret n° 68-424 du 26 juin 1968 portant régime des études à l'institut national agronomique, sera chargé au regard du présent concours :

— de choisir les sujets des épreuves,

— d'apprecier les compositions des candidats par des notes dans l'échelle de 0 à 20, qui seront affectées du coefficient propre à chaque épreuve.

— de fixer le nombre total minimum de points que les candidats devront avoir atteint pour pouvoir être déclarés admis.

— de dresser la liste des candidats suivant leur ordre de mérite.

Les admissions seront prononcées par le ministre de l'éducation nationale.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 20 juillet 1970.

P. le ministre de l'éducation nationale et par délégation,

Le directeur général de l'administration centrale
Brahim HASBELLAOUI

Arrêté du 21 juillet 1970 modifiant l'arrêté du 19 février 1969 portant organisation du concours d'entrée à l'institut national agronomique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 19 février 1969 portant organisation du concours d'entrée à l'institut national agronomique ;

Arrête :

Article 1^{er}. — L'épreuve de géographie, prévue à l'article 7 de l'arrêté susvisé est supprimée de la liste des épreuves au concours d'entrée à l'institut national agronomique.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 21 juillet 1970.

P. le ministre de l'éducation nationale et par délégation,

Le directeur général de l'administration centrale
Brahim HASBELLAOUI

Arrêté du 21 juillet 1970 portant ouverture du concours d'entrée à l'institut national agronomique (la seconde session 1970).

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 68-424 du 26 juin 1968 portant régime des études à l'institut national agronomique ;

Vu l'arrêté du 19 février 1969 portant organisation du concours d'entrée à l'institut national agronomique ;

Vu l'arrêté du 26 mars 1970 portant ouverture du concours d'entrée à l'institut national agronomique, pour l'année scolaire 1970-1971 ;

Arrête :

Article 1^{er}. — La seconde session du concours d'entrée à l'institut national agronomique, pour l'année scolaire 1970-1971, se déroulera du 23 au 25 septembre 1970, conformément au tableau annexé fixant la liste des épreuves

Art. 2. — Trois centres d'examen sont prévus : Alger, Oran et Constantine.

Art. 3. — Le nombre de places mises en concours est fixé à 100.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 21 juillet 1970.

P. le ministre de l'éducation nationale et par délégation,

Le directeur général de l'administration centrale
Brahim HASBELLAOUI.

**Calendrier des épreuves du concours d'entrée
à l'institut national agronomique
(session de septembre 1970)**

Matières et nature des épreuves	Durée	Coef-ficient	Jours et heures du déroulement des épreuves
1. Epreuve de culture générale. Dissertation sur un sujet d'ordre général	4 h	4	23 septembre de 8 h à 12 h.
2. Mathématiques : Résolutions de problèmes et applications..	4 h	4	23 septembre de 14 h à 18 h.
3. Physique et chimie : Questions de cours et résolutions d'un problème	4 h	4	24 septembre de 8 h à 12 h.
4. Sciences naturelles : Composition sur des sujets de biologie animale et végétale	4 h	5	24 septembre de 14 h à 18 h.
5. Arabe : Explication de texte sans dictionnaire	2 h	2	25 septembre de 8 h à 10 h.
6. Epreuve facultative : Langue vivante ou agriculture	2 h	2	25 septembre de 10 h à 12 h.

— Centre d'épreuves : Alger, Oran, Constantine.

— Date limite d'inscription : le 15 septembre 1970.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Décision du 11 août 1970 portant approbation de la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie le 9 juillet 1970 par la commission de reclassement de la wilaya de la Saoura.

Par décision du 11 août 1970, est approuvée la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie par les commissions de reclassement des arrondissements de la wilaya de la Saoura en application du décret n° 67-169 du 24 août 1967, portant création de débits de licences de tabacs au profit des anciens membres de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N.

Liste des bénéficiaires de licences de débit de tabacs de la wilaya de la Saoura

Noms et prénoms des bénéficiaires	Communes	Dairas
Abdallah Aslaoui	Béchar	Béchar
L'Houcine Belaïd	»	»
Boufeldja Chahid	»	»
Mohamed Djabri	»	»
Ali Djedidji	»	»
Laid Ghouizi	»	»
Tayeb Mohammedi	Béni Ounif	Béchar
M'Hamed Belkacem	Béni Abbès	Béni Abbès
Cheikh Moulay	Adrar	Adrar
Mohamed Bendara	»	»
Mohamed Ben Dahane	»	»
Ben Lahbib Embarek	Fenoughil	»
M'Hamed Khalili	Zaouiet Kounta	»
Abdelkader Bensmal	»	»
Mohamed Engherbi	Timimoun	»
Baghdad Laouar	»	»
Tahar Mahdjoub	Tindouf	Tindouf
Ali Djakani	Béchar	Béchar
Mohamed Naas		

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur des échanges commerciaux.

Le ministre du commerce,

Vu les ordonnances n°s 65-132 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 70-110 du 23 juillet 1970 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 7 juillet 1970 portant nomination de M. Mohamed Kamel Achour, en qualité de directeur des échanges commerciaux ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Kamel Achour, directeur des échanges commerciaux, à l'effet de signer, au nom du ministre du commerce, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 août 1970

Layachi YAKER.

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur de la commercialisation.

Le ministre du commerce,

Vu les ordonnances n°s 65-132 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 70-110 du 23 juillet 1970 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 7 juillet 1970 portant nomination de M. Mohamed Aïssi, en qualité de directeur de la commercialisation ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Aïssi, directeur de la commercialisation, à l'effet de signer, au nom du ministre du commerce, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 août 1970.

Layachi YAKER.

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur des prix.

Le ministre du commerce,

Vu les ordonnances n°s 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 70-110 du 23 juillet 1970 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 7 juillet 1970 portant nomination de M. Mohamed Belarbia, en qualité de directeur des prix ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Belarbia, directeur des prix, à l'effet de signer, au nom du ministre du commerce, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 août 1970.

Layachi YAKER.

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur des marchés publics.

Le ministre du commerce,

Vu les ordonnances n°s 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 70-110 du 23 juillet 1970 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 7 juillet 1970 portant nomination de M. Mahmoud Okbi, en qualité de directeur des marchés publics ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mahmoud Okbi, directeur des marchés publics, à l'effet de signer, au nom du ministre du commerce, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 août 1970.

Layachi YAKER.

Arrêté du 8 août 1970 portant délégation de signature au directeur des études et des programmes

Le ministre du commerce,

Vu les ordonnances n°s 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 70-110 du 23 juillet 1970 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 7 juillet 1970 portant nomination de M. Sidi Mohamed Ouamer Si Ahmed, en qualité de directeur des études et des programmes ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Sidi Mohamed Ouamer Si Ahmed, directeur des études et des programmes, à l'effet de signer, au nom du ministre du commerce, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 août 1970.

Layachi YAKER.

MINISTÈRE DES FINANCES

Décret n° 70-124 du 20 août 1970 portant virement de crédits au budget de l'Etat.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres, Sur le rapport du ministre des finances,

Vu les ordonnances n°s 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 et notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 70-1 du 16 janvier 1970 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 au ministre d'Etat chargé des transports ;

Vu le décret n° 70-8 du 16 janvier 1970 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 au ministre de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 70-9 du 16 janvier 1970 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 au ministre de la santé publique ;

Vu le décret n° 70-13 du 16 janvier 1970 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 au ministre des travaux publics et de la construction ;

Vu le décret n° 70-15 du 16 janvier 1970 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 au ministre du travail et des affaires sociales ;

Décrète :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1970, un crédit de deux millions trois cent cinquante sept mille soixante deux dinars (2.357.062 DA) applicable au budget de l'Etat et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Est ouvert sur 1970, un crédit de deux millions trois cent cinquante sept mille soixante deux dinars (2.357.062 DA) applicable au budget de l'Etat et aux chapitres énumérés à l'état B annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances, le ministre d'Etat chargé des transports, le ministre des travaux publics et de la construction, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le ministre des enseignements primaire et secondaire et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 août 1970.

Houari BOUMEDIENE.

ETAT « A »

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
MINISTÈRE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS		
TITRE III — MOYENS DES SERVICES		
1ère Partie — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITE		
31 - 01	Administration centrale - Rémunerations principales	146.000
31 - 11	Services extérieurs des transports terrestres - Rémunerations principales	90.000
31 - 21	Services extérieurs de la marine marchande - Rémunerations principales	100.000
Total des crédits annulés au budget du ministère d'Etat chargé des transports		336.000

ETAT A (suite)

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION	
	TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITÉ	
31 - 01	Administration centrale - Rémunérations principales	691.062
31 - 15	Ouvriers de l'Etat - Rémunérations principales	1.000.000
	Total des crédits annulés au budget du ministère des travaux publics et de la construction	1.691.062
	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES	
	TITRE IV — INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	3ème Partie — ACTION EDUCATIVE ET CULTURELLE	
40 - 02	Formation professionnelle des adultes - Indemnités aux stagiaires	250.000
	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	
	MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE ET SECONDAIRE	
	TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	4ème Partie — MATERIEL ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES	
	CHAPITRE COMMUN	
34 - 54	Bibliothèque et archives - Charges annexes	30.000
	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE	
	TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITÉ	
31 - 12	Services extérieurs de la santé publique - Indemnités et allocations diverses	50.000
	Total général des crédits annulés	2.357.062

ETAT B

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTÈRE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS	
	TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	1ère PARTIE — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITÉ	
31 - 17	Vacation des experts et inspecteurs chargés des examens du permis de conduire automobile	90.000
	2ème PARTIE — PERSONNEL — CHARGES SOCIALES	
33 - 91	Prestations familiales	50.000
33 - 93	Sécurité sociale	96.000
	4ème PARTIE — MATERIEL ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES	
34 - 24	Services extérieurs de la marine marchande — Charges annexes	100.000
	Total des crédits ouverts au budget du ministère d'Etat chargé des transports	336.000

ETAT B (suite)

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION	
	TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	1ère PARTIE — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITE	
31 - 12	Services extérieurs — Indemnités et allocations diverses	115.801
31 - 16	Ouvriers de l'Etat — Indemnités et allocations diverses	243.432
	3ème PARTIE — PERSONNEL — CHARGES SOCIALES	
33 - 93	Sécurité sociale	119.777
	4ème PARTIE — MATERIEL ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES	
34 - 11	Services extérieurs — Remboursement de frais	225.732
34 - 12	Services extérieurs — Matériel et mobilier	517.414
34 - 13	Services extérieurs — Fournitures	216.312
34 - 14	Services extérieurs — Charges annexes	252.594
	Total des crédits ouverts au budget du ministère des travaux publics et de la construction	1.691.062
	MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES	
	TITRE III — MOYENS DES SERVICES	
	1ère PARTIE — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITE	
31 - 42	Formation professionnelle des adultes — Indemnités et allocations diverses	40.000
	4ème PARTIE — MATERIEL ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES	
34 - 01	Administration centrale — Remboursement de frais	40.000
34 - 41	Formation professionnelle des adultes — Remboursement de frais	150.000
34 - 91	Parc automobile	20.000
	Total des crédits ouverts au budget du ministère du travail et des affaires sociales	250.000
	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	
	MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE ET SECONDAIRE	
	1ère PARTIE — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITE	
	CHAPITRE COMMUN	
31 - 53	Bibliothèques et archives nationales — Personnel vacataire et journalier	30.000
	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE	
	1ère PARTIE — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITE	
31 - 22	Services de la lutte contre les maladies et les épidémies — Indemnités et allocations diverses	50.000
	Total général des crédits ouverts	2.357.062

Décret n° 70-125 du 20 août 1970 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du tourisme.

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu les ordonnances n° 65-132 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970, portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 ;

Vu le décret n° 70-16 du 16 janvier 1970 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 au ministre du tourisme ;

Décrète :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1970, un crédit de cinq mille dinars (5.000 DA) applicable au budget de fonctionnement du ministère du tourisme, chapitre 34-05 « Administration centrale-Habillement ».

Art. 2. — Est ouvert sur 1970, un crédit de cinq mille dinars (5.000 DA) applicable au budget de fonctionnement du ministère du tourisme, chapitre 34-15 « Services extérieurs - Habillement ».

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 août 1970.

Houari BOUMEDIENE.

Décret n° 70-126 du 21 août 1970 portant création d'un chapitre au budget du ministère de la justice et virerement de crédit, à ce chapitre.

Le chef du Gouvernement, président du conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre des finances,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 ;

Vu le décret n° 70-7 du 16 janvier 1970 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par l'ordonnance n° 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 au ministre de la justice, garde des sceaux.

Décrète :

Article 1^{er}. — Il est créé au titre III, 7^e partie, du budget du ministère de la justice, un chapitre 37-01 intitulé " dépenses de préparation et de fonctionnement de congrès ".

Art. 2. — Est annulé sur 1970, un crédit de sept cent mille dinars (700.000 D.A.) applicable au budget du ministère de la justice et aux chapitres énumérés à l'état " A " annexé au présent décret.

Art. 3. — Est ouvert sur 1970, un crédit de sept cent mille dinars (700.000 D.A.) applicable au budget du ministère de la justice et au chapitre 37-01 " dépenses de préparation et de fonctionnement de congrès ".

Art. 4. — Le ministre des finances et le ministre de la justice, garde des sceaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 août 1970.

Houari BOUMEDIENE

ETAT " A "

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
MINISTERE DE LA JUSTICE		
TITRE III - MOYENS DES SERVICES		
1^{re} PARTIE - PERSONNEL - REMUNERATIONS D'ACTIVITE		
31 - 01	Administration centrale - rémunérations principales.....	200.000
31 - 11	Services judiciaires - rémunérations principales	500.000
	Total des crédits annulés.....	700.000

Arrêté du 8 août 1970 relatif aux modalités de règlement intervenant au profit d'entreprises titulaires de marchés ou conventions passés avec l'Etat, les collectivités locales, les établissements et offices publics, les sociétés nationales et les sociétés mixtes dont l'Etat détient directement, ou indirectement, au moins la moitié du capital.

Art. 2. — Les comptables publics, les agents comptables de l'Etat et des établissements ou offices publics, les responsables financiers des établissements et sociétés contractants précités, les responsables des banques primaires nationales et le directeur du centre des chèques postaux d'Alger sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 août 1970.

Smain MAHROUG

Décisions des 3 et 21 juillet 1970 portant fins de fonctions et nominations dans les fonctions de commissaire aux comptes

Le ministre des finances,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 Djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Les marchés ou conventions passés par des personnes physiques ou morales avec l'Etat, les collectivités locales, les établissements et offices publics à caractère industriel ou commercial, les établissements et offices publics à caractère administratif, les sociétés nationales et les sociétés mixtes où l'Etat a, directement ou indirectement, une participation égale ou supérieure à 50 % du capital, ne peuvent plus désormais donner lieu à règlement que par crédit des comptes ouverts au nom de ces personnes physiques ou morales, dans les livres des banques primaires nationales, du centre des chèques postaux d'Alger ou du trésor, nonobstant toutes dispositions contractuelles contraires.

Par décision du 3 juillet 1970, M. Mohamed Salah Hachichi, est désigné comme commissaire aux comptes de la Société nationale de recherches et d'exploitations minières (SONAREM), à compter du 31 juillet 1970.

Par décision du 3 juillet 1970, il est mis fin aux fonctions qu'exerce M. Mohamed Laroussi Bouznada en qualité de com-

missaire aux comptes de la société nationale de recherches et d'exploitation minières (SONAREM).

Par décision du 21 juillet 1970, il est mis fin aux fonctions de M. Ben Khelifa Hammou en qualité de commissaire aux comptes de la société nationale des industries chimiques (S.N.I.C.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Mokhefi Khedimi est désigné en qualité de commissaire aux comptes de la société nationale des industries chimiques (S.N.I.C.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Abdelfahid Akrouf, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de la société régionale de construction de Constantine (SORE.CO.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Khaled Ali Benali, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de l'agence nationale télégraphique, Algérie-Presse-Service (A.P.S.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Mohamed Bendedouche, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de la société régionale de construction d'Oran (SORE.COR.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Mabrouk Cherbi, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de la société régionale de construction d'Alger (SORE.C.AL.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Mahrouk Cherbi, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de la société régionale de construction du sud (SORE.C.Sud.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Smaïl Haddadi, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de l'agence touristique algérienne (A.T.A.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Naïer-Eddine Maoula, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes d'« Ech-Chaab-Presse ».

Par décision du 21 juillet 1970, M. Naïer-Eddine Maoula, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de la société « El-Moudjahid-Presse ».

Par décision du 21 juillet 1970, M. Naïer-Eddine Maoula, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes du port autonome d'Alger.

Par décision du 21 juillet 1970, M. Ahmed Merabet, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de l'office algérien interprofessionnel des céréales (O.A.I.C.).

Par décision du 21 juillet 1970, M. Ahmed Merabet, inspecteur financier, est désigné comme commissaire aux comptes de l'office national du matériel agricole (O.N.A.M.A.).

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis n° 64 du 19 août 1970 du ministre des finances suspendant ou modifiant certaines dispositions de l'avis n° 63 du 23 juin 1970.

Les dispositions du paragraphe B du titre II de l'avis n° 63 du 23 juin 1970 sont modifiées ainsi qu'il suit :

B/ — Exportation de moyens de paiement en devises

a) — Allocation touristique :

La délivrance de l'allocation touristique prévue par l'avis susvisé est suspendue.

b) — Allocation de voyage :

Tout voyageur ayant la qualité de résident algérien, se rendant à l'étranger peut prétendre à une allocation en devises dont le montant est fixé ainsi qu'il suit :

1° — A la contre-valeur de 100 dinars algériens par voyage.

À cet effet, le voyageur devra présenter son titre de transport qui sera visé par l'intermédiaire agréé.

2° — A la contre-valeur de 50 DA par voyage si le voyageur est un enfant de moins de quinze ans.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les travailleurs algériens se rendant à l'étranger et détenteurs de la carte de l'ONAMO, peuvent prétendre à une allocation en devises égale à la contre-valeur de 200 DA par voyage.

Les personnes physiques de la nationalité de l'un des pays ayant passé avec l'Algérie un accord de clearing, ne peuvent obtenir l'allocation de voyage que conformément aux avis réglementant nos relations financières avec ces pays.

Les dispositions du présent avis qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*, applicables à compter du 20 août 1970.

MARCHES. — MISES EN DEMEURE D'ENTREPRENEURS

Le directeur des ateliers Terrin à Béjaïa, titulaire d'un marché de gré à gré en date du 15 juillet 1968, approuvé le 13 décembre 1968 concernant l'extension du collège technique d'El Arrouch, est mis en demeure d'avoir à reprendre les travaux dans un délai de 20 jours à compter de la réception de la présente lettre.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il lui sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62.016 du 9 août 1962.

L'entreprise Lounis frères, 8, rue Mouloud Berbal à Alger, attributaire des travaux d'aménagement d'une aire d'irrigation à Sidi Khetab (Mostaganem), est mise en demeure de reprendre ses travaux, dans un délai de 10 jours à compter de la date de publication du présent avis dans la presse nationale.

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues à l'article 39 du cahier des prescriptions spéciales relatives aux marchés de travaux publics.

L'entreprise Kouider Ben Mohamed - 6, place de Gambetta à Oran, attributaire des travaux d'aménagement d'un réseau de drainage à L'Hillel (Mostaganem), est mise en demeure de commencer ses travaux, dans un délai de 10 jours à compter de la date de publication du présent avis dans la presse nationale.

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues à l'article 29 relatives au cahier des clauses administratives générales.